

# Charles-Emmanuel de Rivaz et les événements de 1790

Dans leur numéro de décembre 1940, les *Annales Valaisannes* ont reproduit le magistral hommage que feu le Dr Eugène Donnet avait consacré, sous les auspices du « Vieux-Monthey », à la mémoire de Pierre Guillot.

Il nous paraît intéressant d'évoquer, à côté de cette figure, celle de l'homme qui s'associa de tout son cœur à ses aspirations pour la liberté et qui dut comparaître à ses côtés devant les autorités seigneuriales pour s'entendre réprimander d'avoir osé présenter au souverain de légitimes revendications.

Plus pondéré que le bouillant syndic de Monthey, plus objectif aussi en raison de sa vaste culture, Charles-Emmanuel de Rivaz<sup>1</sup> joua dès 1790 un rôle de premier plan dans le mouvement qui devait aboutir, huit ans plus tard, à l'émancipation du Bas-Valais.

Mais venons-en aux faits.

\* \* \*

Ainsi que le déclare le chanoine Grenat,

... il était facile de porter les Bas-Valaisans à l'agitation. Les actes arbitraires des gouverneurs, leurs fréquentes injustices et parfois leurs criantes rapines ; puis, la connivence ou la faiblesse des hauts magistrats, qui fermaient trop les yeux sur les abus de pouvoir et la rapacité de leurs représentants dans les gouvernements de Saint-Maurice et de Monthey... ; toutes ces choses étaient des plus propres à allumer un vaste incendie.

... Les représentations n'avaient point manqué à l'Etat qui n'ignorait pas les symptômes d'agitation. Ceux-ci augmentèrent bientôt à tel point, que la diète de mai 1790 crut devoir s'occuper des mesures à prendre pour mettre un terme à la forte oppression que les hauts fonctionnaires exerçaient sur les sujets du Bas-Valais<sup>2</sup>.

La proposition d'établir un code pénal spécial afin d'obvier à ces abus n'était pas suffisante pour calmer les ressentiments des

---

<sup>1</sup> Voir ses états de service dans l'*Armorial Valaisan*, Zurich, 1946, p. 214.

<sup>2</sup> P. Grenat, *Histoire moderne du Valais de 1536 à 1815*, Genève, 1904, pp. 414-415. — Ce dernier passage, cité textuellement d'après les *Abscheids*, est souligné par Grenat.

habitants du gouvernement de Monthey, d'autant plus que le gouverneur de l'époque, le médecin Schiner, de Sion, se distinguait par ses arrogances, ses vexations et ses exactions. L'orage qui continuait à s'amasser sur Monthey et le Val d'Illiez, devait brusquement éclater le 8 septembre 1790 par l'échauffourée du Gros-Bellet, qui contraignit Schiner à s'enfuir à St-Maurice, d'où il se rendit à Sion pendant la nuit.

Douze jours après cet éclat, le grand-bailli Sigristen convoqua la diète, à laquelle les communes du gouvernement de Monthey et de la châtellenie de St-Maurice avaient été invitées à envoyer des représentants pour exposer leurs griefs.

Le 21, le bailli annonçait à la diète que, dans la matinée, les délégués de Monthey s'étaient humblement présentés devant lui et, par l'organe du capitaine de Vantéry, avaient exprimé leur regret des événements du 8 courant, l'assurant qu'un sérieux examen de leurs griefs démontrerait qu'ils n'avaient pas tous les torts<sup>3</sup>.

Le mémoire qu'ils présentaient renfermait les points suivants :

Ils reconnaissaient le haut Etat pour leur souverain légitime. Comme le temps qu'on leur a accordé est trop court pour pouvoir exposer d'une manière suffisante leurs griefs, réunir les pièces justificatives et élaborer un projet de réforme correspondant à leurs besoins, ils déclarent ne pouvoir parler qu'en général des maux qu'ils ont endurés ces derniers temps et expriment le désir du peuple d'y voir remédier. Ce désir est principalement la suppression des gouverneurs, qui sont devenus odieux par leurs nombreux abus de pouvoir ; puis, la création d'une haute commission, siégeant à Sion, pour entendre tous leurs griefs développés plus explicitement et traiter avec eux des moyens de réparer les torts mutuels. Les représentants de Monthey et de Saint-Maurice affirmèrent ensuite verbalement qu'ils ne se plaignaient que des gouverneurs et qu'ils ne formulaient rien contre le passé, pourvu qu'ils en fussent délivrés, protestant de nouveau qu'ils reconnaissaient l'Etat pour leur souverain<sup>4</sup>.

Les autorités valaisannes accordèrent aux Bas-Valaisans un terme de dix jours pour présenter leurs revendications, en précisant toutefois que si la demande de suppression des gouverneurs devait servir de base à la réconciliation entre le seigneur et ses sujets, cette requête ne serait pas admise.

Dans les assemblées qui avaient préparé à Monthey l'exposé des griefs à présenter à Sion figure un personnage fort considéré, Charles-Emmanuel de Rivaz, représentant de la châtellenie de St-Gingolph. Agé à l'époque de 37 ans, docteur en droit, connu par l'élévation de ses sentiments, il jouissait de l'estime générale dans le gouvernement de Monthey, dont il avait rempli les fonctions de major, à la satisfaction générale, de 1778 à 1784. Seigneur du Mirroir, près d'Amphion, fief hérité de son grand-père, avocat-juré au Sénat de Savoie, il était reconnu comme appartenant à la noblesse

---

<sup>3</sup> *Ibidem*, p. 420.

<sup>4</sup> *Ibidem*, pp. 420-421.

savoisienne. Malgré cela, il possédait l'entière confiance des Montheysans dont son sens du droit et de la justice lui faisait épouser les justes revendications en face de l'arbitraire et de l'iniquité des gouverneurs qu'il voyait à l'œuvre.

Opposé en principe à la demande de suppression des gouverneurs, il avait fait remarquer que c'était contre la personne des titulaires prévaricateurs et non pas contre leur fonction qu'il fallait s'élever, mais son opinion n'avait pas été retenue. Aussi bien, après avoir pris connaissance de la réponse de la Diète, ne voulut-il plus participer aux délibérations du gouvernement de Monthey et préféra-t-il s'éloigner de St-Gingolph.

Mais tout le Bas-Valais comptait sur lui, si bien que, lorsqu'il rentra chez lui, le 28 septembre, les délégués le supplièrent de prendre la tête de la députation et de présenter en leur nom le nouvel exposé de leurs revendications. Il se laissa convaincre et développa le surlendemain, à Sion, en termes modérés et mesurés, les plaintes montheysannes dont il faisait ressortir la valeur avec tout son talent de juriste consommé.

Laissons Grenat nous renseigner sur le sort réservé à ce mémoire :

Les griefs des Montheysans étaient nombreux, et concernaient en partie Schiner ; mais la plupart s'appliquaient aussi à ses prédécesseurs. Schiner se justifia sur quelques points, dit-on, mais ne fut pas confronté avec ses accusateurs.

La commission ne donna point lecture à la diète suivante des griefs que le mémoire de Monthey formulait contre les gouverneurs. Ce mémoire mettait trop en relief la tyrannique cupidité de ceux-ci et retombait indirectement sur l'Etat, dont il semblait accuser la connivence puisque, déjà en 1734, il avait dû prendre contre ses lieutenants des dispositions auxquelles il ne tenait pas la main, malgré les fréquentes plaintes des opprimés. Pour cacher la vérité aux dizains, la commission, présidée par le bailli, prétexta que les représentants bas-valaisans l'avaient assurée qu'ils n'avaient produit leurs griefs que : 1<sup>o</sup> pour démontrer à la haute commission la nécessité d'un redressement, et non pour exiger réparation de la part de ceux qui les avaient opprimés ; 2<sup>o</sup> que les manifestants n'avaient accompagné leur exposé d'aucune pièce justificative. — Il est cependant des faits qu'il suffit d'énoncer pour n'avoir pas besoin d'être prouvés. Cette commission siégea plusieurs semaines ; elle termina ses travaux par la prestation du serment de fidélité qu'elle exigea des représentants au nom de leurs communes respectives <sup>5</sup>.

Entre temps, les délégués montheysans s'étant réunis le 13 octobre, adressaient au grand-bailli une lettre confirmant les revendications présentées et renouvelant l'assurance que les communautés rempliraient fidèlement leur devoir de sujet et obéiraient aux mandataires du souverain.

Si respectueux qu'aient été les termes de cette épître, le grand-bailli fit savoir au capitaine de Vantéry, à Monthey, par mandat du 23 octobre, que l'Etat considérait ces réclamations comme une

<sup>5</sup> *Ibidem*, pp. 422-427

désobéissance ; ensuite de quoi M. de Vantéry, le curial Barthélemy Guillot, son père Pierre, syndic de Monthey, et Charles-Emanuel de Rivaz, accusés d'être les auteurs du factum du 13 octobre, furent sommés de comparaître à Sion devant la commission souveraine afin de présenter leurs excuses.

Les explications ayant été fournies et entendues, Charles-Emanuel de Rivaz estima la question réglée et, ne voulant pas s'attirer de difficultés, prit la résolution de se cantonner à St-Gingolph jusqu'à ce que les discussions fussent terminées.

C'était compter sans l'orgueil et la rancune des Magnifiques et Souverains Seigneurs qui exigèrent encore de leurs sujets une humiliation plus complète.

Le Gros-Bellet et deux de ses compagnons qui s'étaient particulièrement signalés le 8 septembre durent comparaître devant la diète de décembre afin de faire leur *mea culpa* à genoux devant la haute assemblée et s'entendre condamner à être internés pendant deux ans dans leur commune, ne pouvant se rendre pour affaires au marché de Monthey sans la permission du gouverneur. Les Guillot avaient été également cités ; Barthélemy fut privé de tout emploi public durant trois ans et son père Pierre fut déchu de ses fonctions de syndic et déclaré inhabile à remplir cette charge.

Quant à Ch.-Emm. de Rivaz, qui s'était retiré dans son domaine du Miroir, il apprit avec stupeur par l'entremise de son épouse, en séjour à St-Maurice chez son beau-frère Joseph de Nucé<sup>6</sup>, qu'il était l'objet d'une demande d'arrestation et d'extradition adressée par l'Etat du Valais au gouvernement du roi de Sardaigne. Aussi bien jugea-t-il prudent d'aller s'établir à Genève pour y préparer sa justification et se mettre à l'abri de la menace qui pesait sur lui<sup>7</sup>.

« L'avocat et commissaire de Rivaz », ainsi que le dénomme le mandat d'arrêt, avait cependant à Thonon un excellent ami dans la personne de l'intendant du Chablais Pescatore<sup>8</sup>, qui répondit au grand-bailli, le 22 novembre 1790, dans les termes suivants dont on appréciera toute la diplomatie et la fine ironie :

Des particuliers du Bas-Valais que Votre Excellence me mande devoir être arrêtés en suite de la réquisition de la République, je ne connais que M. de Rivaz qui, après avoir fait ses études à Thonon, a fait son cours de droit

---

<sup>6</sup> Joseph-Alphonse de Nucé (1753-1814), secrétaire gouvernal de Saint-Maurice de 1778 à 1780, puis de 1787 à 1791, curial de 1784 à 1797, vice-grand-juge cantonal en 1798, député à la diète, grand-châtelain de St-Maurice. — *Armorial*, p. 185.

<sup>7</sup> Ch.-Emm. de Rivaz constitua plus tard un dossier des documents concernant sa conduite en 1790, intitulé : *Pièces relatives aux troubles élevés à Monthey en 1790 et à ce qui m'est arrivé personnellement à cette époque*. Ce dossier se trouve aux Archives cantonales, à Sion, fonds de Rivaz, carton 95, fasc. 138, et comprend 23 pièces, en particulier des lettres.

<sup>8</sup> Antoine-François-Blaise Pescatore, le célèbre et érudit intendant de la province du Chablais, né en 1751 et mort à Thonon en 1792.

à Turin, où il a été gradué. Il n'est point connu ici sous le nom de commissaire ; mais il l'est particulièrement sous celui de major, l'étant effectivement des plusieurs années des troupes du Bas-Valais. La République l'a même qualifié de noble dans la patente qu'elle lui a accordée de cet emploi. Il est originaire et natif de St-Gingolph sur Valais. Feu Etienne de Rivaz, son père, était aussi un avocat fort estimé en Valais et en Chablais. Le fameux mathématicien Pierre de Rivaz était son oncle ; madame sa mère et son épouse sont de la maison de Nucé, de St-Maurice, famille fort distinguée en Valais ; il a un beau-frère au service de notre roi dans le régiment Courten... On le regarde ici comme un sujet de notre roi ; et la ville de Thonon accorda en 1723 des patentes de bourgeoisie à son père<sup>9</sup>.

J'ai de la peine à me persuader qu'il ait eu part dans la révolte et peut-être que le Haut-Valais aura été mal informé sur son compte. Il était à Thonon le jour de l'émeute, soit le 8 septembre ; il s'est présenté le 9 dans mon bureau comme procureur pour les affranchissements de la paroisse de St-Gingolph au sujet du remboursement de quelque somme qu'elle devait à la caisse ; il est reparti de Thonon le 10 ; il rencontra en route l'express qui m'a apporté la lettre du gouverneur de St-Maurice, et qui lui a annoncé la révolte arrivée à Monthey, ce que le dit express m'a même appris alors. C'est lui qui a empêché tout désordre à St-Gingolph lorsqu'on y avait battu la générale pour attrouper le peuple contre le châtelain<sup>10</sup>, ainsi que j'ai eu l'honneur d'en informer Votre Excellence par ma lettre du 14 octobre dernier. C'est lui qui m'a fourni des notices contre quelques-uns des Savoisiens qui pouvaient bien être disposés à se joindre aux Valaisans pour aller couper le bois en Valais appartenant à M. de Riedmatten, duquel fait j'ai également eu l'honneur d'informer Votre Excellence par ma dite lettre ; il a aussi fait de son côté quelques remontrances aux mal intentionnés ; c'est lui qui m'a d'abord informé que le projet de dévaster les bois en question s'abandonnait insensiblement, dont j'ai aussi instruit Votre Excellence par lettre du 17 du même mois.

Je sais qu'il a été choisi pour un des députés, qu'il s'est trouvé à la conférence qu'il y a eu à Sion, le 30 septembre dernier, et que dès qu'il s'est aperçu de quelque entêtement dans les assemblées du Bas-Valais, il n'a plus voulu s'y rencontrer. On sait positivement que plusieurs députés du Bas-Valais allaient consulter dans toutes leurs démarches M. le sénateur Fischer<sup>11</sup>, gouverneur à Bex pour la République de Berne, lequel approuvait leurs représentations à celle des affranchissements près ; M. le major de Rivaz n'y a jamais été quoique ce magistrat bernois ait témoigné quelque empressement pour faire sa connaissance. Ce magistrat n'a changé de sentiment au sujet des représentations du Bas-Valais que dès que les cantons catholiques ont paru s'intéresser pour le Haut-Valais et qu'il y a eu chez lui deux députés de Soleure.

Quoi qu'il en soit, j'ai l'honneur d'assurer Votre Excellence que le major de Rivaz est fort considéré dans cette province, soit pour ses talents,

<sup>9</sup> L'auteur de la lettre paraît faire une confusion avec le grand-père de Charles-Emmanuel, Etienne de Rivaz (1675-1753), qui acheta en 1717 la seigneurie du Miroir. Le père de Ch.-Emmanuel, fils d'Etienne qui précède, s'appelait Charles-Joseph (1713-1759), avocat-juré au Sénat de Savoie ; il fonda la branche cadette, encore florissante aujourd'hui. — *Armorial*, p. 214.

<sup>10</sup> Pierre-Joseph-Emmanuel de Riedmatten, châtelain en 1768, bourgmestre de Sion en 1785, seigneur de St-Gingolph. — Cf. M. Zermatten, *Note sur le poète Pierre-Joseph de Riedmatten (1744-1812)*, dans *Annales Valaisannes*, 2<sup>e</sup> S., t. 4 (1940-1942), pp. 49-56.

<sup>11</sup> Emmanuel-Friedrich de Fischer (1732-1811), alors (1790) plénipotentiaire du gouvernement bernois à Aigle. — Cf. *Dict. Hist. et Biogr. de la Suisse*, t. III, 1926, p. 112.

soit pour ses mœurs ; un chacun de chaque classe de citoyens en fait une estime particulière, tellement que s'il venait à être arrêté en Chablais et que l'on s'aperçût que c'est à la réquisition du Haut-Valais, sa détention ferait ici une sensation trop forte, notamment à St-Gingolph sur Savoie, dont le conseil, qui est composé partie de Valaisans et partie de Chablaisiens, s'est toujours dirigé par ses lumières. C'est lui qui a procuré l'affranchissement général de cette communauté en 1784, et si elle a déjà payé tout le prix sans aucunement charger le cottet, ni les favetiers, c'est à lui à qui elle en a l'obligation, ayant suggéré le moyen de faire faire des fours à chaux, de la direction desquels il s'est chargé comme procureur de la communauté, et d'en appliquer le produit à l'acquittement de ce prix.

L'hommage que je dois à la vérité et le devoir de mon emploi m'obligent à faire part à Votre Excellence de toutes ces circonstances <sup>12</sup>.

Pendant ce temps Charles-Emmanuel de Rivaz préparait à Genève un mémoire justificatif qu'il adressa au grand-bailli sous la forme suivante :

#### Exposé succinct de ma conduite publique depuis le 8 septembre

J'étais en Savoie dans ce temps-là et je revins à St-Gingolph le surlendemain dix septembre. Mes affaires m'ayant appelé le samedi onze à Vouvry, j'ai eu occasion d'y faire connaître ma façon de penser sur l'émeute qui était arrivée à Monthey ; j'y ai parlé en présence de plusieurs personnes avec toute la force qui a été en moi des devoirs qui liaient les peuples envers leur souverain et contre lesquels personne ne pouvait agir sans renoncer à sa qualité d'honnête homme. M. le châtelain Cornut <sup>13</sup> dont les principes modérés sont bien connus en peut rendre témoignage, si le cas l'exige. C'était chez lui et en sa présence que je parlai. Je ne me suis jamais écarté des principes qui m'animaient ce jour-là. Invité formellement à me rendre à l'assemblée du gouvernement tenue le 14 septembre, je m'y suis rendu dans l'espérance que mes opinions pourraient être de quelque utilité pour calmer l'agitation des esprits, et j'ose croire que toutes les résolutions prises les 16, 17, 18 et 19 septembre, dont j'ai la minute ainsi que M. le conseiller de Nucé de St-Maurice en a une autre, ne contiennent rien qui aient pu paraître répréhensible au moins quant à la forme. Quant au fonds, dès les premiers instants, j'ai pensé qu'on ferait mal de demander la suppression des gouverneurs et qu'il était plus avantageux de les conserver moyennant une réforme dans la jurisprudence criminelle et dans l'ordre judiciaire. Je puis prouver par plusieurs témoins que tels ont toujours été mes sentiments. Messieurs ayant manifesté dans leur réponse faite le 21 septembre qu'il ne leur convenait pas de supprimer les gouverneurs et témoigné en termes pleins de bonté qu'ils espéraient que leurs sujets leur proposeraient d'autres moyens pour faire leur bonheur, je me suis d'autant plus fortement attaché à mes premières opinions, et j'eusse bien voulu que tout le monde les adoptât ; mais les peuples ou leurs députés ont cru pouvoir insister encore une fois à leurs premières demandes. Cette résolution prise pendant l'absence que j'ai faite à St-Gingolph depuis le 23 jusqu'au 27 septembre, à laquelle par conséquent je n'ai point participé, m'a

---

<sup>12</sup> L'intendant Pescatore avait fait tenir à l'intéressé, par l'entremise de sa mère, la copie de cette savoureuse lettre qui figure au dossier (N° 17, copie).

<sup>13</sup> François-Louis Cornut (1747-1824), châtelain de Vouvry en 1784, président en 1800-1805. — *Armorial*, p. 69.

beaucoup peiné et je m'étais décidé en l'apprenant à refuser la procuration du gouvernement pour la diète du 30 ; mais j'ai été pressé avec tant d'instance par plusieurs députés que, malgré la répugnance ouverte que j'ai témoignée le mardi 28 à me prêter à solliciter des demandes contraires à ma façon de penser, je n'ai pu me débarrasser de cette désagréable commission. Il me serait facile de prouver, s'il en était besoin, la résistance que j'ai faite à cet égard. Si je l'eusse poussée plus loin, je pouvais me compromettre beaucoup : Messeigneurs n'ignorent pas combien dans des moments pareils il est dangereux de paraître trop ouvertement avoir une manière de penser différente de celle de la multitude. Ayant une fois accepté cette procuration, je ne devais pas tenir un langage qui contrariât le vœu et le désir de mes commettants, et c'est ce principe qui a dicté toutes les paroles que j'ai proférées devant la haute commission.

Aussi, lorsque Son Excellence baillivale m'adressa la parole le 6 octobre pour me faire des reproches, je crus pouvoir alors m'approcher d'elle avec la confiance que ses bontés inspirent à tout le monde pour lui dire que je pouvais rendre un compte assez honorable de mes sentiments personnels pour effacer les mauvaises impressions qu'on aurait conçues contre moi ; elle voulut bien me répondre alors que ce qu'elle m'avait dit ne me regardait pas comme particulier, mais comme représentant le gouvernement. Ayant cependant conservé encore de l'inquiétude à ce sujet, je crus devoir solliciter le lendemain matin une audience d'elle pour lui témoigner de nouveau ma douleur et lui dire que, si on avait empoisonné ma conduite dans l'esprit du souverain, j'étais prêt à la justifier. Son Excellence eut la bonté de me répéter en présence du major de Rivaz<sup>14</sup>, mon cousin, qu'on n'avait rien contre moi. Tranquillisé par cette assurance positive, je suis revenu le 8 à St-Gingolph où je suis resté jusqu'au 13 que j'ai été invité à un conseil de gouvernement qui se tenait le dit jour. J'y suis allé ; on y a délibéré de rassembler les titres que l'on pouvait avoir pour appuyer auprès du souverain les demandes faites à la haute commission, plusieurs de ses membres ayant dit aux députés que si l'on avait des titres pour les établir, le souverain était tout disposé à y avoir égard. On en informa Son Excellence par une lettre qui fut rédigée en présence et sur les avis de la pluralité des députés présents. J'ai cru en mon particulier que cette démarche n'était pas répréhensible, puisqu'elle ne tendait qu'à établir, d'une manière soumise et respectueuse et d'après l'invitation de quelques membres de l'Etat, les demandes faites par les peuples en tant qu'elles se trouveraient fondées sur leurs titres et sur leurs usages, que d'ailleurs on y renouvelait les protestations que les communautés faisaient de vouloir remplir fidèlement leur devoir de sujet et d'obéir aux représentants du souverain. D'après cette persuasion où j'ai été de bonne foi, je me suis prêté à travailler avec les autres personnes établies à ce sujet à la rédaction des raisons sur lesquelles le gouvernement se fondait pour réitérer ses représentations et ses demandes. J'ai cherché à n'y rien dire ni écrire qui fût contraire à mon devoir et ceux qui ont travaillé avec moi pourront rendre témoignage aux sentiments modérés que j'y ai toujours manifestés. J'invoquerai leur déposition, si besoin est, bien sûr qu'ils me rendront toute la justice qui m'est due à cet égard.

Si j'eusse pensé alors que ce travail fût formellement désapprouvé par Messeigneurs, aucun motif quelconque ne m'y eût porté ; ce n'est que le mercredi 27 octobre que j'ai su en revenant de St-Gingolph, où j'étais retourné dès le 23, que Son Excellence avait écrit à M. de Vantéry que l'Etat regardait nos réclamations comme un acte de désobéissance. Je fus extrê-

---

<sup>14</sup> Pierre-François-Isaac de Rivaz (1752-1824), fils de Pierre-Joseph ; il avait succédé à Charles-Emmanuel comme major de Monthey en 1784. — *Armorial*, p. 214.

mement surpris ainsi que la majeure partie des députés présents au conseil du gouvernement et dès ce moment je pris la résolution de ne plus me rendre aux assemblées et de ne prêter mon ministère à aucune démarche qui fût contraire aux ordres du souverain. C'est effectivement la dernière fois que j'ai paru parmi les affaires publiques. Dès le lendemain 28, j'ai eu occasion d'écrire à M. le conseiller de Lavallaz<sup>15</sup> pour ses affaires et je lui ai parlé de ma résolution de me retirer à St-Gingolph jusqu'à ce que les discussions actuelles fussent terminées. Il pourra en rendre témoignage. J'ai tenu parole. Mercredi 10 du courant, j'ai été à Vouvry conclure un marché avec des particuliers. Plusieurs personnes m'ont parlé de la résolution que leur généralité avait prise dans la nuit précédente d'obtempérer aux ordres du souverain et de livrer leurs armes ; je les ai tous loués d'avoir donné cette preuve de leur obéissance et de leur soumission ; ils peuvent en rendre témoignage.

Voilà le fidèle exposé de ma conduite dans ce temps de crise. J'ose espérer de mon souverain qu'il n'y trouvera rien de répréhensible. S'il pouvait lire dans mon cœur, il connaîtrait combien dans tous les temps il a été pénétré de respect et d'attachement pour lui. Mes principes ne se sont pas démentis dans les circonstances critiques où je me suis trouvé en dernier lieu parmi l'agitation des esprits. Je puis en citer une preuve en rendant compte de ce que j'ai fait dans l'endroit où j'avais quelque influence, je veux dire St-Gingolph. Il est notoire que les peuples y étaient en rumeur, que l'on a entrepris d'assembler un jour les habitants en faisant battre la caisse, que l'on parlait d'aller dévaster un bois appartenant au seigneur bourgmestre de Riedmatten, seigneur du lieu. J'ai arrêté par mes exhortations toutes ces voies de fait et j'ai assez persuadé ces peuples de l'odieux de pareils procédés pour les faire renoncer à leurs projets. M. l'intendant de la province de Chablais pourra me rendre témoignage, si besoin est, sur ce que j'ai eu l'honneur de lui dire de ma façon de penser à cet égard, et il a employé de son côté tous les moyens que sa place lui donnait pour contenir les esprits de la portion de St-Gingolph rière Savoie.

J'ose espérer que ma conduite à St-Gingolph convaincra Messieurs des sentiments qui m'animaient et que je conserverai toujours pour le maintien de l'autorité légitime et de l'ordre public. J'ose supplier mon souverain de croire à la sincérité de cette protestation qui est dans le fond de mon cœur. Pénétré de douleur à la seule crainte d'avoir encouru sa disgrâce, je ne serai tranquille que lorsque je saurai qu'il ne conserve pas de fâcheuses impressions contre moi. C'est ce que j'espère fermement de sa bonté lorsqu'il sera bien informé de ma conduite. Je le supplie avant que d'asseoir un jugement désavantageux sur mon compte de vouloir bien faire vérifier et éclaircir mes démarches et d'après cette information j'ose compter sur le retour de la bienveillance et protection dont il m'a toujours favorisé et dont je lui demande bien humblement la continuation<sup>16</sup>.

Il faut admettre que ce mémoire produisit en haut lieu l'effet désiré et que Charles-Emmanuel obtint tous les apaisements qu'il sollicitait, puisque nous le retrouvons, au début de décembre 1790, paisiblement installé à St-Gingolph.

Toutefois, lorsqu'il voulut se rendre en Savoie, il eut la désagréable surprise d'apprendre que la demande d'extradition le con-

---

<sup>15</sup> Joseph-Maurice de Lavallaz (1758-1834), de la branche de Sion, châtelain de Bramois et Granges en 1796-98, conseiller, puis syndic et bourgmestre de Sion, vice-conseiller d'Etat en 1802. — *Armorial*, p. 147.

<sup>16</sup> Dossier cité, pièce No 11, 4 fol., minute.



cernant n'avait pas été rapportée et qu'il se trouvait encore bel et bien sous le coup d'une menace d'arrestation. Force lui fut donc de reprendre la plume pour exposer au grand-bailli, par lettre du 16 février 1791, sa très fâcheuse situation :

Les occupations multipliées qu'a eues Votre Excellence pendant le court séjour qu'elle a fait ici ne m'ayant pas permis de solliciter d'elle une audience particulière, je prends la liberté de l'informer par écrit des objets pour lesquels je m'étais proposé de réclamer ses bontés.

J'ai appris dans mon dernier voyage en Savoie que les ordres donnés par le roi à la réquisition de la République pour arrêter quelques particuliers n'avaient pas encore été retirés et je sais qu'ils ne le sont pas encore actuellement. Persuadé que ce ne peut être que l'effet de l'oubli, puisque LL. EE. ont pu et peuvent encore s'assurer dans le pays même de tous ceux qui y étaient nommés, je prends la liberté de remettre cette affaire sous les yeux de Votre Excellence pour la prier de vouloir bien faire à cet égard les démarches nécessaires auprès du ministre du roi afin que les dits ordres soient retirés.

Je saisis cette occasion pour témoigner à Votre Excellence combien il a été douloureux pour moi d'avoir été victime des apparences au point de me trouver compris dans ce témoignage du mécontentement de Messeigneurs.

Cette longue épître arrivait ainsi à sa conclusion :

J'ose attendre en conséquence de la bonté, de l'équité et surtout de la justice de Votre Excellence qu'en demandant au ministre de S. M. Sarde la révocation des ordres qui ont été donnés, elle veuille bien l'informer aussi que Messeigneurs ont reconnu avoir eu des informations peu exactes sur mon compte et que vous croyez devoir rendre ce témoignage à ma conduite afin qu'il puisse le transmettre de même aux préposés de Sa Majesté dans les différentes provinces de Savoie où je suis connu et principalement en Chablais. Cette faveur que j'attends de la droiture de Votre Excellence sera un nouveau motif de reconnaissance ajouté à tant d'autres que je lui dois pour les bontés dont elle m'a honoré jusqu'ici et dont je conserverai à jamais le souvenir <sup>17</sup>.

La réponse ne se fit pas attendre, puisque le 17 février déjà la lettre ci-après partait de Sion pour St-Gingolph :

Par le premier courrier, je ne manquerai pas, Monsieur, d'accomplir vos désirs et vous serez mis à l'abri de tout soupçon, comme il est juste. J'aurais dû le faire plus tôt, mais mes occupations multipliées, à la vérité, ne me l'ont pas permis et ne me le permettent encore en ce moment qu'en me dérobant aux occupations générales.

J'ai l'honneur d'être avec l'estime et la considération la plus distinguée, Monsieur, votre très humble et affectionné serviteur,

Sion, très à la hâte, ce 17 février 1791.

Sigristen, grand-bailli <sup>18</sup>.

---

<sup>17</sup> *Ibidem*, pièce No 21, 2 fol., minute.

<sup>18</sup> *Ibidem*, pièce No 22, 1 fol., original autographe. — Pour les textes publiés dans cet article, nous avons adopté l'orthographe moderne, estimant qu'il n'y avait pas un intérêt spécial à reproduire des archaïsmes, ou des singularités aujourd'hui disparues.

C'est sur cette déférente déclaration, qui contraste singulièrement avec la morgue dont avaient preuve, quelques mois auparavant, les Magnifiques et Souverains Seigneurs, que Charles-Emmanuel de Rivaz vit se terminer son activité politique au cours de la crise révolutionnaire de 1790 et qu'il se retira temporairement de la vie publique.

Il est fort heureux cependant qu'en 1792, ce grand honnête homme ait consenti à abandonner sa retraite et à rentrer dans la vie officielle comme capitaine-général du gouvernement de Monthey, ce qui lui permit d'employer toute son influence pour apaiser les esprits surexcités à juste titre par les événements tragiques et douloureux de 1791.

Et lorsque, plus tard, à la suite de sa brillante carrière civique, Charles-Emmanuel de Rivaz se vit appelé à son tour, par la confiance de ses concitoyens, aux fonctions suprêmes de grand-bailli, on peut se demander s'il ne songeait pas parfois avec quelque amertume au temps où ses prédécesseurs le pourchassaient comme un dangereux ennemi de ce Valais qui lui devait tant et qu'il honora si grandement par ses talents, son caractère et toutes ses vertus personnelles.